



**SOMMAIRE**

*Pages*

Développement économique des pays insuffisamment développés: a) financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.164/Rev.1 et Corr.1, A/C.2/L.184) [suite] .....	223
Développement économique des pays insuffisamment développés: c) réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194 et Add.1, A/C.2/L.158/Rev.1, A/C.2/L.160) .....	228

*Président:* M. Jiri NOSEK (Tchécoslovaquie).

**Développement économique des pays insuffisamment développés: a) financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.164/Rev.1 et Corr.1, A/C.2/L.184) [suite]**

[Point 25, a\*]

1. M. ELAHI (Pakistan) déclare que si la solution du problème de la surpopulation et du développement économique doit être facilitée par l'encouragement des migrations sous l'égide d'organisations internationales, notamment de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, il faut qu'il soit entendu qu'aucune discrimination ne sera pratiquée. Bien que le projet de résolution remanié de l'Uruguay (A/C.2/L.164/Rev.1) n'évoque en rien la notion de discrimination, le premier paragraphe du dispositif pourrait donner lieu à des malentendus dans sa forme actuelle. L'amendement d'Haïti (A/C.2/L.184) est fondé sur des considérations judicieuses. L'orateur espère que le représentant de l'Uruguay exprimera clairement que l'action internationale relative aux migrations devrait être équitable pour tous les pays, quelle que soit leur situation géographique.

2. M. CUSANO (Uruguay) explique que les auteurs des divers amendements ont fait des concessions au cours des réunions du groupe de rédaction officieux, afin que le texte puisse être accepté par toutes les délégations. La version remaniée du second paragraphe du dispositif figure dans le document A/C.2/L.164/Rev.1 et Corr.1. La suggestion du représentant de l'Australie tendant à subordonner la collaboration internationale pour assurer le déplacement et l'équipement de groupes de migrants ainsi que leur formation technique, mentionnée dans le second paragraphe du dispositif,

à une demande des gouvernements intéressés n'a pas rencontré l'agrément de tous les membres du groupe de rédaction, mais ce représentant est évidemment libre de saisir la Commission de son amendement. Le groupe de rédaction ne s'est pas jugé compétent pour émettre un avis définitif sur l'amendement d'Haïti (A/C.2/L.184) et a estimé qu'il serait préférable de laisser à la Commission elle-même le soin de se prononcer à son sujet.

3. M. JOCKEL (Australie) présente ses observations sur l'amendement d'Haïti. Il présume que cet amendement ne vise pas la politique fondamentale que les pays d'immigration suivent lorsqu'ils décident des migrants qu'ils peuvent recevoir. Tout pays souverain a le droit d'arrêter sa propre politique à l'égard des migrations. A son avis, l'amendement vise le traitement et la procédure appliqués aux migrants que l'on installe en exécution d'un accord. Le terme "déplacement", par exemple, se rapporte au transport et au mouvement des migrants. Il préférerait que le représentant d'Haïti n'insiste pas sur sa proposition d'amendement, mais il reconnaît que le texte actuel représente une amélioration très nette par rapport à la rédaction proposée à l'origine. Le représentant de l'Australie s'abstiendra de voter sur l'amendement d'Haïti, mais, puisqu'il est acceptable en principe, sous réserve de l'interprétation qu'il vient d'en donner, il votera en faveur de l'ensemble du projet de résolution, même si l'amendement y est incorporé.

4. M. TAYLOR (Canada) rappelle que la situation économique qui a existé au Canada entre 1930 et 1946 a empêché tout vaste mouvement d'immigration. Depuis la guerre, le Canada est redevenu un pays d'accueil pour un nombre d'immigrants exceptionnellement élevé; entre la fin de la guerre et le 30 juin 1952 le Canada a accueilli plus de 750.000 immigrants, dont 120.000 environ ont immigré sous les auspices de l'OIR. Entre 1947 et 1951, le Canada a versé plus d'un million de dollars à l'Organisation internationale du

\* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

Travail et 20.600.000 dollars à l'OIR, pour aider à financer les mouvements des immigrants remplissant les conditions requises. D'autre part, ce pays a participé aux efforts déployés par le Comité intergouvernemental provisoire pour les mouvements migratoires d'Europe afin de favoriser ainsi la solution générale de certains problèmes.

5. Le représentant du Canada ne met donc nullement en doute la validité du principe général dont s'inspire la résolution de l'Uruguay et selon lequel les pays disposant de vastes ressources inutilisées et dont la population est numériquement insuffisante pourraient hâter dans une mesure importante leur développement économique en complétant l'accroissement naturel de leur population grâce à des mesures tendant à encourager l'immigration de personnes bien adaptées à leurs besoins économiques et à leur climat culturel. D'autre part, on pourrait faire beaucoup, et on a d'ailleurs déjà beaucoup fait, grâce à la collaboration internationale. Le Canada a collaboré sans réserve à l'activité du Comité d'experts triparti qui s'est réuni en août 1950 à Paris, ainsi qu'à la Conférence sur les migrations qui s'est tenue en octobre 1951 à Naples sous les auspices de l'OIT. On peut s'attendre également à ce que les institutions internationales qui s'intéressent à la question apportent, conformément à leurs dispositions constitutionnelles respectives, une assistance financière au déplacement des migrants vers les pays d'accueil.

6. La migration est un problème, essentiellement humain et individuel; cependant, les vastes mouvements migratoires soulèvent de graves problèmes sociaux et économiques. C'est ainsi que la politique d'immigration appliquée au Canada tient compte du rythme auquel ce pays peut absorber les nouveaux venus et tend à éviter la création de nouvelles enclaves qui retarderaient l'adaptation des immigrants à la vie matérielle et spirituelle du Canada. Ni la planification ni une direction centrale et coordonnée ne permettent de régler ces problèmes de façon satisfaisante.

7. Le Canada continuera donc à favoriser l'immigration dans les limites du raisonnable, et de prendre, le cas échéant, des mesures complémentaires dans le cadre d'arrangements administratifs bilatéraux tendant à faciliter l'installation des immigrants qui répondent aux conditions requises. M. Taylor reconnaît que d'autres Etats peuvent avoir des vues et une politique différentes et donner leur appui à l'amendement haïtien selon lequel les accords bilatéraux qui pourraient être conclus ne devront renfermer aucune clause qui comporte une discrimination fondée sur la race ou la religion. Le Canada continuera à collaborer à toute action internationale tendant à régler des problèmes particuliers et à faciliter la mise en œuvre des accords répondant aux besoins des parties contractantes et conformes à leur politique. Mais il ne voudrait pas voir la Commission adopter à l'égard de la politique d'immigration une attitude indiquant qu'elle considère, implicitement ou explicitement, que les accords prévoyant l'installation de groupes constituent la meilleure méthode de régler les problèmes d'immigration.

8. Cela dit, M. Taylor appuie le projet de résolution remanié et l'amendement d'Haïti.

9. M. HALIQ (Arabie saoudite) déclare que certains principes sur lesquels reposent le projet de résolution de l'Uruguay et les amendements à ce texte l'empêchent

d'adopter une attitude bien définie à l'égard de ces textes.

10. Le projet de résolution s'adresse avant tout aux pays d'Europe et d'Amérique ainsi qu'à la Nouvelle-Zélande et à l'Australie; il est par conséquent quelque peu sélectif et prête à controverse. L'amendement d'Haïti et l'intervention du représentant de l'Australie confirment qu'il en est bien ainsi. Cependant, les problèmes du surpeuplement et de la migration présentent pour l'Asie une importance bien plus grande.

11. L'Organisation des Nations Unies ne devrait pas se borner à envisager ce problème du point de vue économique; elle devrait prendre aussi en considération ses aspects sociologique, humanitaire et juridique. Le fait que la Commission doive s'occuper principalement des questions économiques ne lui permet nullement de négliger les autres aspects du problème. En 1948, la Deuxième Commission a été saisie des aspects économiques et juridiques de la question qui a été également examinée au cours d'une réunion mixte des Deuxième et Troisième Commissions, sans qu'on ait pu aboutir toutefois à aucun résultat satisfaisant. Tout en comprenant le désir que manifestent certaines délégations d'établir la coopération internationale nécessaire pour faciliter les migrations, le représentant de l'Arabie saoudite n'est pas en mesure de voter pour le projet de résolution de l'Uruguay.

12. M. CHAUVET (Haïti) fait observer que son amendement tend à empêcher les mesures discriminatoires qui sont prosrites par la Charte. Il demande que son amendement fasse l'objet d'un vote par appel nominal.

13. M. STANOVNIK (Yougoslavie) déclare que beaucoup de Yougoslaves qui avaient émigré après la deuxième guerre mondiale aux Etats-Unis, au Canada et en Australie sont rentrés depuis dans leur pays d'origine. Si l'émigration s'est arrêtée, c'est notamment parce que la Yougoslavie a lancé un vaste plan de développement économique qui a créé de nouvelles possibilités d'emploi dans l'agriculture et dans l'industrie.

14. Il pense, comme le représentant du Pakistan, que le surpeuplement pose un problème plus grave pour les pays d'Asie que pour les pays européens. Ainsi que le représentant de l'Arabie saoudite l'a déjà fait observer, il faut envisager ce problème sous tous ses angles. Il est parfaitement clair que le revenu national d'un pays insuffisamment développé ne peut pas augmenter pour la simple raison qu'une partie de sa population décide d'émigrer, bien que ce fait puisse provoquer un certain accroissement du revenu par habitant.

15. L'orateur ne s'oppose pas à ce qu'on encourage l'émigration; sous l'angle des principes généraux l'immigration contribuera à résoudre le problème de la main-d'œuvre dans certains pays, mais les pays dont les travailleurs sont originaires n'en tireront aucun avantage. Il vaudrait mieux fournir une aide financière à ces pays pour leur permettre de développer leurs industries, que de leur permettre de faciliter l'émigration; en effet, ces pays possèdent des ressources naturelles et une main-d'œuvre suffisantes, mais ils manquent de capitaux pour exploiter leurs richesses d'une manière appropriée. Les fonds qui seront investis dans la migration profiteront aux pays d'immigration mais non pas aux pays d'origine des émigrants.

16. En conséquence, l'orateur s'abstiendra lors du vote sur le projet de résolution de l'Uruguay. Cependant, cette abstention ne signifie en aucune manière que la Yougoslavie désire empêcher les divers pays de conclure des accords bilatéraux ou multilatéraux destinés à faciliter la solution des problèmes que pose le surpeuplement.

17. M. PERRY (Nouvelle-Zélande) relève que l'intérêt du projet de résolution provient notamment de ce que son auteur, après avoir constaté que certains pays insuffisamment développés sont surpeuplés alors que d'autres n'ont pas une population assez nombreuse, propose des méthodes propres à remédier à cette situation; l'orateur appuie pleinement cette proposition.

18. M. Perry estime que les termes du projet de résolution de l'Uruguay, notamment ceux du premier paragraphe du dispositif, pourraient conduire à dépasser l'objectif envisagé. La conclusion d'accords serait utile, par exemple, pour obtenir une aide financière de la Banque internationale, mais il faut laisser aux pays d'immigration une certaine latitude. En conséquence, l'orateur accueille avec faveur l'explication du représentant de l'Uruguay selon laquelle le projet de résolution ne vise nullement à interdire la migration en vertu d'accords particuliers. Il présume également que la proposition ne tend pas à exclure des arrangements officiels entre les divers pays, notamment entre ceux qui sont unis par des liens étroits, ni à recommander aux gouvernements de modifier leur politique à l'égard des migrations.

19. Le nombre d'habitants de la Nouvelle-Zélande n'est ni insuffisant ni excessif. Ce pays ne dispose pas de vastes territoires qui pourraient se prêter à l'installation de migrants. En fait, le Parlement néo-zélandais vient d'adopter des mesures qui étendent le pouvoir qu'a le gouvernement de reprendre des terres déjà occupées, pour y installer d'anciens combattants.

20. On ne saurait s'opposer aux objectifs généraux de l'amendement présenté par Haïti, mais l'orateur se demande s'il est nécessaire ou opportun de faire figurer cet amendement dans la résolution; en effet, le premier paragraphe du dispositif vise les cas où les gouvernements intéressés jugeraient souhaitable de conclure des accords. Ces accords renfermeront presque certainement des clauses relatives au traitement des migrants et certaines de ces clauses pourraient passer pour discriminatoires à l'égard des immigrants, pendant un certain temps, parce qu'elles joueraient apparemment à leur avantage ou à leur détriment. Il est donc préférable de ne pas préjuger les dispositions des accords et de renoncer à faire figurer dans une résolution une clause d'ordre général à ce sujet. Néanmoins, il votera en faveur du projet de résolution de l'Uruguay.

21. M. BAKR (Irak), tout en appuyant le principe sur lequel se fonde le projet de résolution, pense qu'il ne faudrait pas considérer cette question comme un problème exclusivement économique. Etant donné que la proposition aurait certaines répercussions pour son pays, il s'abstiendra lors du vote.

22. M. ABDELRAZEK (Egypte) déclare que l'Egypte est surpeuplée, mais qu'elle n'est ni un pays d'immigration ni un pays d'émigration. Les Egyptiens sont très attachés à leur patrie et les efforts déployés par le gouvernement visent à absorber l'excédent de population et non à encourager l'émigration. L'orateur

estime que les aspects sociaux et juridiques de la migration sont plus importants encore que ses aspects économiques. De ce fait, la Troisième Commission ou, mieux encore, l'ancienne Commission mixte des Deuxième et Troisième Commissions aurait été plus compétente pour s'occuper du problème. En 1948, la question avait été soulevée dans un projet de résolution présenté par l'Argentine, qui avait été renvoyé à la Commission mixte des Deuxième et Troisième Commissions; cependant, celle-ci s'était bornée à prier le Secrétaire général de porter la question à la connaissance du Conseil économique et social et de soumettre à cet organe la documentation pertinente.

23. Abordant l'aspect juridique du problème, l'orateur fait remarquer que la plupart des émigrants quittent leur pays d'origine sans esprit de retour; c'est la raison même pour laquelle le droit international privé leur fait perdre leur nationalité d'origine. Cet état de choses crée des difficultés entre les pays d'origine et les pays d'adoption. D'autre part, l'émigration a des répercussions plus étendues sur le plan national que sur le plan international. En conséquence, l'orateur s'abstiendra lors du vote sur le projet de résolution de l'Uruguay; il appuie par ailleurs l'amendement d'Haïti.

24. M. JONKER (Pays-Bas) appuie le projet de résolution parce qu'il s'inspire des principes mêmes que les Pays-Bas appliquent à l'égard des citoyens néerlandais qui s'établissent à l'étranger. Il rappelle que, le 3 novembre 1952, le représentant des Philippines a dit que les agriculteurs néerlandais qui émigrent reçoivent au moment du départ du cheptel, du matériel et d'autres objets destinés à leur permettre de s'installer à l'étranger. La migration est un problème qui présente un intérêt international, et non purement national; l'orateur accueille donc avec faveur toute proposition qui vise à fournir une aide extérieure. Il est disposé à voter en faveur du projet de résolution dans sa rédaction actuelle; il votera également en faveur de l'amendement d'Haïti, bien qu'il considère que ce dernier est superflu.

25. M. DOMINGUEZ COMPANY (Cuba) estime que, si le développement économique est insuffisant, c'est souvent parce que la densité de la population est trop faible; cependant, le rapport qui existe entre l'accroissement de la population et le développement économique ne signifie pas que ces deux phénomènes doivent se produire en même temps. Avant de songer à organiser l'immigration, il faut prendre des mesures en vue du développement économique. Etant donné la faible densité de sa population, l'Amérique latine serait en mesure d'accueillir un grand nombre d'immigrants, mais les systèmes économiques et le niveau de développement des pays de cette région ne leur permettent pas encore de le faire. De l'avis de la délégation de Cuba, le financement de l'immigration envisagé dans le deuxième paragraphe du dispositif du projet ne présentera guère d'utilité si l'on ne commence pas par développer l'économie des pays qui doivent recevoir des immigrants. Il importe de financer d'abord la création d'industries nouvelles ou d'étendre les superficies cultivées des régions à faible densité de population; ce n'est qu'après avoir pris des mesures de ce genre que l'on pourra encourager l'immigration. La Banque internationale pour la reconstruction et le développement ne doit pas avoir pour mission de fournir une aide financière en vue de transporter et d'équiper des groupes d'immigrants, et moins encore en vue de leur donner

une formation professionnelle. La délégation de Cuba estime que le premier paragraphe du dispositif du projet renferme des idées constructives, mais, étant donné ce que son représentant vient de dire du financement des migrations, elle s'abstiendra de voter sur ce point.

26. M. BAUER PAIZ (Guatemala) déclare que son pays a été heureux d'admettre des immigrants d'un grand nombre de nationalités, sans distinction de race ou de religion, tout comme il a ouvert ses portes aux réfugiés politiques. Le projet de résolution de l'Uruguay contribuera à faire régner une meilleure entente sur le plan international; l'orateur l'appuie en principe, bien que sa situation démographique empêche le Guatemala d'accepter les modalités d'un système d'immigration rigide. Le Guatemala s'efforce de relever le niveau de vie de sa population, notamment dans les régions rurales, et il se heurte à des difficultés de migration sur le plan local. On finira par résoudre le problème au moyen de plans de réforme agraire à longue échéance, mais en attendant, le Gouvernement du Guatemala n'est pas disposé à assumer des engagements d'ordre international qui lui imposeraient la conclusion d'accords bilatéraux ou multilatéraux en matière d'immigration. En conséquence, l'orateur s'abstiendra lors du vote sur le projet de résolution.

27. M. CUSANO (Uruguay) déclare qu'il s'efforcera de défendre le projet de résolution de sa délégation en exposant les motifs réels qui l'ont poussé à soumettre ce texte. Il n'a pas inséré dans son projet remanié les mots qui figurent dans l'amendement du représentant d'Haïti, car il n'existe pas dans son pays la moindre discrimination raciale ou religieuse. L'article 5 de la Constitution de l'Uruguay garantit la liberté de religion; aussi, les catholiques, les protestants et les juifs sont-ils entièrement libres de pratiquer leurs religions respectives. Il en est de même du problème racial. Nul n'a jamais été inquiété à cause de son origine ou de la couleur de sa peau. En raison de l'absence totale de discrimination en Uruguay, M. Cusano n'a pas voulu soulever cette question dans son projet de résolution, et c'est pourquoi il a refusé d'accepter l'amendement d'Haïti lors de la réunion du groupe de travail. Toutefois, le représentant de l'Uruguay appuiera cet amendement lorsqu'il sera mis aux voix.

28. Revenant sur ce que les représentants de l'Arabie saoudite, de l'Égypte et de l'Iran ont dit au sujet des problèmes politiques et autres que soulevait la question des migrations, il fait observer que sa délégation n'a nullement cherché à régler dans son ensemble ce problème dont tout le monde reconnaît la complexité. Toutefois on n'accomplirait jamais aucun progrès si l'on s'abstenait de prendre des mesures sous prétexte que le problème dont il s'agit est compliqué; la délégation de l'Uruguay s'est donc efforcée d'apporter tout au moins une contribution partielle à la solution de ce problème.

29. Les mesures dont il est question dans son projet de résolution, mesures qui visent à favoriser les accords bilatéraux et multilatéraux sur la question des migrations, ont un caractère positif et peuvent se révéler avantageuses pour beaucoup de pays. Il n'est point besoin, bien entendu, de préciser de quelle région du monde il s'agit; chaque pays demeurera libre d'agir comme bon lui semble et les pays qui n'ont pas besoin d'immigrants ne seront nullement tenus de conclure des

accords. Il existe cependant des pays, comme l'Italie par exemple, que l'on pourrait considérer sans aucun doute comme des pays d'émigration. L'Italie n'est nullement en mesure d'assurer un niveau de vie satisfaisant à l'ensemble de sa population; lorsque la population est excédentaire dans tel ou tel pays, rien n'empêche d'essayer de la transférer dans un pays qui ne retirerait que des avantages de cette opération. L'Uruguay est très reconnaissant de la contribution qu'ont apporté à son développement les différents groupes d'immigrants qu'il a accueillis sur son territoire, et beaucoup d'autres pays ont des raisons analogues d'éprouver la même reconnaissance.

30. Le problème des migrations est avant tout un problème humanitaire et, c'est en ce sens, sans aucune arrière-pensée et sans intention politique, que la délégation de l'Uruguay a présenté son projet de résolution.

31. Il tient à répéter à l'intention du représentant de la Nouvelle-Zélande ce qu'il a déjà dit au représentant de l'Australie: la recommandation selon laquelle les pays devraient conclure des accords bilatéraux ou multilatéraux n'empêche nullement la conclusion d'accords officiels ou privés sur les mouvements de groupes d'immigrants. On a affirmé que la recommandation qui figure au premier paragraphe du dispositif du projet de résolution risque de porter atteinte à la liberté individuelle. M. Cusano ne croit pas pour sa part qu'on puisse déceler dans ce texte une intention pareille, mais pour rendre ce paragraphe tout à fait clair, il serait prêt à y insérer le mot "volontaires".

32. M. VARTALITIS (Argentine) déclare que, comme il l'a déjà indiqué au cours de la séance précédente, sa délégation appuie le principe des accords bilatéraux. Le projet de résolution envisage, certes, la conclusion d'accords multilatéraux, mais puisque ces accords ne doivent constituer qu'une des solutions possibles, la délégation de l'Argentine estime qu'elle pourra voter pour ce texte sans pour cela prendre d'engagements en ce qui concerne les accords multilatéraux.

33. Il demande que le second paragraphe du dispositif (A/C.2/L.164/Rev.1 et Corr.1) fasse l'objet d'un vote séparé, car sa délégation a l'intention de s'abstenir lors du vote sur ce paragraphe.

34. M. ARKADIEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) fait observer que les déclarations faites par certains représentants au sujet de la question des migrations, sonnent faux. Il est certain que l'on a tort de vouloir orienter arbitrairement vers des pays nouveaux les réfugiés que la guerre a déplacés de leur pays d'origine, ainsi que l'ont fait l'Organisation internationale pour les réfugiés et le Haut-Commissariat pour les réfugiés. Certaines personnes déplacées ont été forcées, bien souvent dans des conditions extrêmement difficiles, à s'expatrier outre-mer, aux États-Unis, au Canada et en Amérique du Sud.

35. La délégation de l'URSS ne peut appuyer aucune résolution tendant à rompre à tout jamais les liens existant entre les migrants et leur pays natal. Il résulte des explications que vient de fournir le représentant de l'Uruguay que son projet de résolution porte sur la réinstallation des réfugiés d'Europe. Même si ce projet de résolution ne doit s'appliquer qu'aux cas où les émigrants cherchent à échapper à des conditions de vie particulièrement difficiles, sa délégation s'abstiendra lors



du vote à son sujet, car elle estime que ce n'est pas dans ce sens qu'il faut chercher une solution. Pour régler le problème des migrations, il faut assurer un développement équilibré de tous les moyens de production, ce qui permettrait à chacun de rester dans son pays d'origine.

36. Si M. Arkadiev a l'intention de s'abstenir lors du vote sur l'amendement d'Haïti, ce n'est pas parce que sa délégation approuve la discrimination raciale ou religieuse, mais bien parce qu'elle entend s'abstenir lors du vote sur l'ensemble du projet de résolution.

37. M. CUSANO (Uruguay) pense que le représentant de l'URSS a mal compris ses observations. Le projet de résolution ne vise pas à faire venir en Uruguay des groupes de réfugiés déplacés du fait de la guerre et à les empêcher de retourner dans leur pays d'origine. Toute suggestion de ce genre trahirait sa propre pensée, car, comme il l'a souligné, le projet de résolution se fonde sur des motifs uniquement humanitaires et nullement politiques. Il a évoqué les courants ethniques et démographiques qui déterminent les migrations et il n'a songé qu'aux émigrants qui désireraient s'expatrier volontairement de leur plein gré, parce qu'ils ne peuvent pas gagner convenablement leur vie dans leur pays d'origine.

38. M. ARKADIEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) remercie le représentant de l'Uruguay de ses explications.

39. Le PRESIDENT met aux voix l'amendement d'Haïti (A/C.2/L.184) qui vise à insérer les mots "sans discrimination fondée sur la race ou la religion" avant les mots "dans le cadre du développement économique général" dans le premier paragraphe du dispositif du projet de résolution révisé de l'Uruguay (A/C.2/L.164/Rev.1).

*A la demande du représentant d'Haïti, il est procédé au vote par appel nominal.*

*L'appel commence par l'Afghanistan, dont le nom est tiré au sort par le Président.*

*Votent pour:* Argentine, Belgique, Bolivie, Canada, Chili, Chine, Danemark, Egypte, Ethiopie, France, Grèce, Haïti, Israël, Pays-Bas, Pakistan, Pérou, Philippines, Suède, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Uruguay.

*Vote contre:* Néant.

*S'abstiennent:* Afghanistan, Australie, Brésil, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Colombie, Cuba, Tchécoslovaquie, Guatemala, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Mexique, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pologne, Arabie saoudite, Syrie, Thaïlande, Turquie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union Sud-Africaine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela, Yougoslavie.

*Par 21 voix contre zéro, avec 28 abstentions, l'amendement est adopté.*

40. M. BETETA (Mexique) déclare que sa délégation s'est abstenue de voter sur l'amendement proposé par la délégation d'Haïti, parce que, bien qu'elle soit entièrement d'accord avec le principe de l'absence de discrimination raciale ou religieuse en matière de migrations, elle craint, comme d'autres délégations, que cet amendement ne soulève des difficultés pratiques. La plupart des pays pratiquent une politique d'immigration qui comporte certaines restric-

tions, parce qu'il est souhaitable que la fusion ethnique des immigrants et de la population d'origine puisse être complète. L'amendement risque de rendre difficile la continuation de cette politique.

41. M. LUBIN (Etats-Unis d'Amérique) déclare que sa délégation a voté en faveur de l'amendement d'Haïti parce qu'elle a retenu les explications du représentant d'Haïti: aucune mesure discriminatoire fondée sur la race ou la couleur ne doit être prévue dans les accords bilatéraux ou multilatéraux.

42. M. VANER (Turquie) déclare que sa délégation s'est abstenue de voter sur le projet d'amendement parce que la législation de son pays accorde une préférence aux immigrants de sang turc. Il n'existe pas de discrimination raciale ou religieuse en Turquie.

43. Le PRESIDENT met aux voix les quatre paragraphes du préambule et le premier paragraphe du dispositif du projet de résolution révisé de l'Uruguay (A/C.2/L.164/Rev.1) sous leur forme modifiée.

*Par 28 voix contre zéro, avec 19 abstentions, les quatre paragraphes du préambule et le premier paragraphe du dispositif sont adoptés.*

44. Le PRESIDENT met aux voix le texte révisé du second paragraphe du dispositif du projet de résolution de l'Uruguay (A/C.2/L.164/Rev.1 et Corr.1).

*Par 28 voix contre zéro, avec 21 abstentions, le second paragraphe du dispositif est adopté.*

45. Le PRESIDENT met aux voix l'ensemble du projet de résolution révisé de l'Uruguay ainsi modifié.

*A la demande du représentant de l'Egypte, il est procédé au vote par appel nominal.*

*L'appel commence par le Venezuela, dont le nom est tiré au sort par le Président.*

*Votent pour:* Argentine, Australie, Belgique, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Chine, Colombie, Danemark, France, Grèce, Haïti, Inde, Iran, Israël, Mexique, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Suède, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Uruguay, Venezuela.

*Vote contre:* Néant.

*S'abstiennent:* Afghanistan, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cuba, Tchécoslovaquie, Egypte, Ethiopie, Guatemala, Indonésie, Irak, Nicaragua, Pologne, Arabie saoudite, Syrie, Thaïlande, Turquie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union Sud-Africaine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

*Par 29 voix contre zéro, avec 20 abstentions, le projet de résolution révisé ainsi modifié est adopté.*

46. M. BLUSZTAJN (Pologne) déclare que sa délégation s'est abstenue de voter sur le projet de résolution parce qu'elle croit, comme elle l'a déjà fait remarquer fréquemment, que le problème démographique qui se pose dans certains pays peut et doit être résolu par ces pays eux-mêmes grâce à l'adoption de mesures appropriées et adéquates permettant d'augmenter leur capacité de production et leurs ressources nationales. La migration n'est pas le meilleur moyen de résoudre le problème. Puisque la délégation de la Pologne s'est abstenue de voter sur l'ensemble de la résolution, elle n'a pas pu voter en faveur de l'amendement d'Haïti, bien qu'elle soit entièrement favorable au principe selon lequel la discrimination raciale et reli-

gieuse ne saurait être admise quelles que soient les circonstances.

47. M. MENA (Nicaragua) estime qu'il n'est pas nécessaire de mentionner la question de la discrimination, car il ne se pose pour son pays aucun problème de caractère racial ou religieux. Il s'est abstenu de voter sur le projet de résolution parce que le Nicaragua, avant de s'intéresser à la question de la migration internationale, doit tout d'abord s'attacher à résoudre certains problèmes concernant sa population autochtone.

48. M. BOTHA (Union Sud-Africaine) explique que sa délégation s'est abstenue de voter parce que son gouvernement n'envisage pas de conclure d'accords bilatéraux ou multilatéraux au sujet des migrations.

49. M. IMRU (Ethiopie) déclare que sa délégation n'a pas voté contre la résolution parce que l'Ethiopie est favorable à tout effort destiné à favoriser les mouvements de populations à des fins humanitaires et économiques. Au cours des trente années passées, l'Ethiopie a accueilli de nombreux émigrants, les a aidés à fonder un foyer et a facilité leur intégration dans la communauté.

50. Toutefois, la délégation de l'Ethiopie n'a pu voter en faveur de la résolution parce que son gouvernement n'est pas disposé à conclure des accords bilatéraux ou multilatéraux au sujet des migrations. Le problème qui se pose pour l'Ethiopie est différent de celui dont il est question dans la résolution: il consiste à faciliter le déplacement harmonieux de la population des régions du Nord, qui sont surpeuplées, vers les régions du Sud, où la population n'est pas assez dense. La résolution a un caractère restrictif, car elle ne prévoit pas les déplacements internes de population.

51. M. Imru remercie le représentant d'Haïti d'avoir fourni à la Commission une occasion de réaffirmer sa conviction que la discrimination raciale ou religieuse est contraire à la Charte et aux principes d'humanité.

52. Le PRESIDENT invite la Commission à passer à l'examen du projet de résolution de l'Uruguay faisant l'objet des documents A/C.2/L.165 et A/C.2/L.165 et Corr.1 ainsi qu'à l'examen de l'amendement présenté par la Bolivie (A/C.2/L.166).

53. M. CUSANO (Uruguay) signale que le représentant de la France lui a demandé s'il serait possible à la Commission d'examiner la question de la réforme agraire avant de discuter le second projet de résolution de l'Uruguay, car le représentant de la France qui doit prendre la parole sur la question de la réforme agraire se voit obligé, du fait de ses fonctions parlementaires, de retourner en France cette semaine. M. Cusano est tout disposé à remettre à plus tard la discussion du projet de résolution de sa délégation, étant entendu qu'il sera examiné après la question de la réforme agraire.

54. Le PRESIDENT annonce qu'il va suivre la procédure proposée par M. Cusano.

**Développement économique des pays insuffisamment développés: c) réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194 et Add.1, A/C.2/L.158/Rev.1, A/C.2/L.160)**

[Point 25, c\*)]

55. M. BLOUGH (Secrétariat) désire donner quelques détails pour compléter le rapport reproduit dans le document A/2194, qui traite des travaux entrepris par

le Secrétariat en ce qui concerne la réforme agraire. Le Secrétariat s'occupe de deux choses très importantes dans ce domaine: le questionnaire sur la réforme agraire et l'étude du rôle des coopératives dans l'agriculture. Il partage la responsabilité de ces travaux avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et avec d'autres institutions spécialisées intéressées. Le questionnaire sur la réforme agraire a été distribué, à titre d'information, sous la cote A/2194/Add.1.

56. Dans sa résolution 370 (XIII), le Conseil économique et social a demandé au Secrétariat de préparer un questionnaire et a indiqué sur quels points devait porter l'enquête. Le Conseil a également décidé que ce questionnaire serait publié périodiquement, au moins une fois tous les trois ans. Il a ainsi reconnu que les changements importants qui interviennent dans ce domaine ne se produisent pas rapidement et s'est soucié de ne pas imposer aux gouvernements la tâche de préparer chaque année un rapport détaillé. Avant d'établir le questionnaire, le Secrétaire général et les institutions spécialisées intéressées ont étudié minutieusement le problème; bien entendu, il sera possible d'améliorer le questionnaire grâce à l'expérience acquise. Les gouvernements ont été invités à répondre au questionnaire avant le 1er juin 1953; les réponses seront analysées au cours du second semestre de 1953 et les résultats seront présentés au Conseil économique et social en 1954. M. Blough invite les gouvernements à répondre au questionnaire le plus tôt possible afin de permettre au Secrétariat de commencer ses travaux sans retard. Les gouvernements ne doivent pas perdre de vue qu'ils peuvent, s'ils le désirent, consulter les commissions économiques régionales, le Secrétariat du Siège ou la FAO, au cas où ils éprouveraient certaines difficultés dans la préparation de leurs réponses.

57. La résolution du Conseil sur la réforme agraire a fait ressortir que les institutions spécialisées ne doivent pas cesser d'étudier en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies la question de la réforme agraire et doivent accorder à ce problème une priorité de premier rang dans leurs programmes d'assistance technique. Jusqu'à présent, on n'a reçu que peu de demandes d'assistance technique dans ce domaine. Il est possible que les gouvernements veuillent examiner de nouveau la possibilité de demander une assistance pour résoudre les problèmes qui se posent à eux dans le domaine de la réforme agraire.

58. La seconde tâche qui incombe à l'Organisation des Nations Unies est l'étude des résultats obtenus en matière de coopération agricole; cette étude lui a également été confiée par le Conseil dans sa résolution 370 (XIII). L'Organisation des Nations Unies a déjà entrepris cette étude avec la collaboration des institutions spécialisées intéressées; le rapport sera probablement terminé à la fin de 1953 et soumis au Conseil, à sa première session, en 1954.

59. M. DULIN (France) remercie la Commission d'avoir bien voulu modifier son programme de manière à lui donner la possibilité de prendre la parole à la présente séance.

60. Il rappelle la déclaration qu'il a faite au cours de la sixième session de l'Assemblée générale<sup>1</sup> et déclare

<sup>1</sup> Voir les *Documents officiels de l'Assemblée générale, sixième session, Deuxième Commission, 177ème séance.*

qu'il a l'intention de signaler les plus significatives des réalisations faites par la France pour améliorer la structure agraire selon les directives de la résolution 524 (VI) adoptée par l'Assemblée générale le 12 janvier 1952. En agissant ainsi, la France n'entend donner de leçon à quiconque, mais tient simplement à partager avec d'autres nations les fruits de son expérience dans ce domaine.

61. Il s'associe aux principes énoncés dans la résolution sur la réforme des structures agraires adoptée par la FAO à sa sixième session et il reconnaît, en particulier, la nécessité d'une collaboration entre toutes les organisations nationales et internationales intéressées.

62. La structure agraire de la France a atteint un état d'équilibre qui interdit toute modification profonde; la réforme à accomplir dans le domaine agraire ne présente donc pas en France un caractère aussi urgent que dans les pays insuffisamment développés. D'une manière générale, la structure agricole de la France a évolué de manière à bien répondre aux besoins de la population rurale.

63. On peut citer en exemple de la collaboration des Etats Membres et des organisations internationales, préconisée par la résolution 524 (VI) de l'Assemblée générale, les rapports établis par les diverses branches de l'administration française et plus particulièrement le rapport récemment publié par la Caisse nationale de crédit agricole. Ce rapport souligne la contribution du crédit agricole mutuel à la réalisation d'un programme de réforme agraire dont l'orateur expose les cinq objectifs principaux.

64. Le premier est de faciliter, grâce à un système de crédit individuel à long terme, l'accession à la propriété des travailleurs agricoles et des petits fermiers. M. Dulin indique les avantages d'une stabilité sociale plus grande et de la meilleure exploitation du sol qui résulte des encouragements donnés à l'accession à la petite propriété. Il cite des chiffres indiquant le montant des prêts individuels à long terme accordés à cet effet. A la fin de 1938, le crédit agricole français avait consenti 122.356 prêts pour un montant de 2.049 millions de francs; à la fin de 1951, 166.141 prêts avaient été accordés pour un montant de 12.103 millions de francs.

65. Bien que, dans la majorité des cas, la petite propriété paysanne apparaisse comme la forme la plus souhaitable de l'exploitation du sol, du fait qu'elle donne aux populations rurales le sentiment de la sécurité et de la liberté, il est d'autres cas où l'agriculteur a plus d'avantages à louer le sol. En conséquence, le deuxième objectif du programme de réforme agraire a été d'aider les jeunes exploitants, dont les disponibilités sont limitées, à acheter de l'équipement et du cheptel. Les jeunes, plus disposés à accepter les procédés nouveaux, jouent un rôle utile dans l'amélioration de la productivité. Un système de prêts de cinq ans leur permet d'acquérir du cheptel et du matériel agricole. Des prêts à long terme sont également accordés pour l'amélioration des bâtiments de la ferme.

66. Il ne s'agit là que de mesures appliquées sur le plan individuel, mais le système du crédit agricole français a également encouragé, pour venir en aide aux petits exploitants, l'extension des coopératives agricoles. Il existe actuellement 25.000 groupements coopératifs agricoles dans les territoires de la France métropolitaine et de la France d'outre-mer. Ces coopératives agricoles ont plus de 3 millions de membres et rencontrent le plus

de succès surtout dans les régions où dominent les petites et moyennes exploitations. Ainsi, la production du blé est assurée en France surtout par les petits agriculteurs: 68 pour 100 cultivent moins de 2 hectares et il existe plus de 1.000 coopératives de producteurs de blé. Le développement des coopératives de production est étroitement lié au progrès technique car il permet aux exploitations familiales d'utiliser l'outillage le plus récent. D'autre part, les petits propriétaires peuvent rechercher pour leurs produits de meilleurs débouchés à des prix plus rémunérateurs. Le développement de la coopération agricole a été rendu possible par l'aide financière apportée à ce mouvement par le système de crédit agricole: ces deux institutions sont étroitement liées.

67. Un quatrième aspect du programme de réforme agraire a été l'effort fait pour assurer une meilleure répartition de la population agricole active entre les diverses régions françaises en accordant aux migrants agricoles une aide qui leur permet de s'installer. Un fonds spécial, qui consent des prêts à cet effet, a été constitué et, en trois ans, plus de 2.000 familles ont été établies dans des régions déficitaires en main-d'œuvre agricole. Un autre des buts poursuivis par le programme de réforme agraire a été l'accroissement de la productivité des régions insuffisamment développées grâce à une aide technique et financière. A cette fin, la France a établi en 1952 un système nouveau de zones-témoins et de villages-témoins. Au cours de ces expériences, l'assistance technique et les crédits ont été concentrés sur ces régions de manière que, outre l'accroissement de la productivité, elles servent d'exemple et de stimulant pour l'ensemble de l'agriculture du pays. A la fin de 1952, des zones-témoins avaient été constituées dans 27 départements et on espère étendre ce système aux territoires de la France d'outre-mer.

68. Le représentant de la France décrit ensuite le nouveau plan quadriennal (1953-1956) d'équipement et de modernisation et expose les résultats qu'on en attend pour le développement de l'agriculture. Six cents milliards de francs doivent être investis dans l'agriculture en quatre ans et de façon à augmenter la production agricole de 20 pour 100 au cours de cette période. Les objectifs de production ont été établis en accord avec l'Organisation européenne de coopération économique de manière à permettre une satisfaction aussi complète que possible des besoins alimentaires de l'Europe occidentale. La production agricole des régions sous-développées de la France et des territoires d'outre-mer doit être améliorée, non pas par des investissements massifs et coûteux, mais en réalisant des progrès techniques et en poursuivant le remembrement. Le contact direct avec les exploitants agricoles doit être établi par l'intermédiaire de conseillers agricoles qui aideront à résoudre les problèmes concrets qui se posent dans chaque région. Au cours de la période 1952-1956, 2.800 conseillers supplémentaires seront recrutés, ce qui porterait le nombre des conseillers à environ un pour 700 exploitants. Avec l'aide des zones et des villages-témoins, le conseiller aidera les exploitants à rompre avec les méthodes archaïques.

69. En vertu du plan de quatre ans, le Ministère de l'agriculture devra donner beaucoup d'extension aux travaux de remembrement. A cet effet, il faudra environ 4.500 personnes et la dépense sera de l'ordre de 7 milliards par an.

70. Ces deux problèmes représentent deux aspects majeurs de la réforme agricole prévue par le plan de quatre ans, mais ils s'accompagneront, entre autres, du développement de l'industrie des engrais et de l'industrie du machinisme agricole. Il faudra réduire le prix des engrais, fournir un plus grand nombre de tracteurs, améliorer les travaux d'irrigation et de drainage et moderniser la distribution des produits agricoles.

71. Les résultats obtenus grâce au plan de 1946-1952 ont démontré qu'une agriculture en expansion est la condition du relèvement du niveau de vie de tous les Français. L'agriculture française doit renoncer au protectionnisme d'avant-guerre et jouer son rôle qui est de contribuer à l'approvisionnement d'une Europe unifiée et d'un monde sous-alimenté. Il existe encore en France des étendues considérables qui peuvent être utilisées pour l'agriculture et, dans un délai de cinq ans, la France sera capable d'augmenter sa production et celle de ses territoires d'outre-mer de plus de 20 pour 100 et d'abaisser ses prix de revient dans une proportion du même ordre. L'orateur espère que les exemples donnés serviront à démontrer que le Gouvernement français a appliqué les recommandations de l'Assemblée générale dans le domaine agricole.

72. Au moment où certains pays critiquent la gestion de la France en Afrique du Nord, M. Dulin aimerait démontrer que, en dehors de l'extension aux territoires de la France d'outre-mer des réalisations sociales, la France a fait beaucoup pour améliorer la production agricole. Trois séries de mesures ont été prises en Afrique du Nord.

73. La première a trait à l'amélioration des conditions d'exploitation: 90 pour 100 des superficies cultivées appartiennent aux producteurs autochtones qui utilisent des méthodes archaïques; les transformations ne peuvent être opérées que lentement et beaucoup de résultats ont déjà été obtenus.

74. La deuxième série de mesures a consisté dans la mise en valeur de terres stériles en construisant des barrages et des systèmes d'irrigation. Plusieurs ouvrages nouveaux ont été terminés ou le seront prochainement; en 1953, la superficie irriguée sera beaucoup plus importante. On a également pris des mesures pour protéger les terres contre l'érosion. L'agriculture est l'activité dominante des territoires français d'outre-mer et c'est du revenu agricole que dépendra longtemps encore la prospérité de leur population. En conséquence, on poursuit des efforts pour faire appliquer des méthodes modernes bien adaptées à ces régions et pour améliorer la production grâce à la recherche, à la protection des sols et à l'utilisation des techniques modernes, en fournissant de l'outillage, en créant des stations-pilotes et des industries de transformation. Les méthodes déjà en pratique en Afrique du Nord et à Madagascar seront appliquées dans d'autres territoires. On évalue à 80 ou 85 milliards par an le montant des dépenses consacrées à l'amélioration de l'agriculture dans les territoires d'outre-mer.

75. En ce qui concerne l'amélioration du régime foncier dans les territoires de l'Union française, M. Dulin rappelle l'exposé fait par sa délégation lors de la treizième session du Conseil économique et social<sup>2</sup>

et déclare que la France continue à mettre en œuvre le programme de travail qu'il avait décrit à cette époque.

76. Expliquant le système du crédit agricole, le représentant de la France déclare qu'en 1951, la Caisse nationale de crédit agricole, par exemple, a consenti des avances de 7.725.000 francs à la caisse de la Martinique, de 9.235.000 francs à la caisse de la Guadeloupe et de 13.560.000 francs à la caisse de la Réunion. Dans les autres territoires de l'Union française, les institutions de crédit mutuel agricole sont indépendantes de la Caisse nationale. Les institutions de crédit agricole d'Afrique noire sont basées sur les principes coopératifs qui ont si bien fait leurs preuves dans la métropole. L'orateur cite des chiffres qui montrent l'importance des caisses gérées par les diverses institutions de l'Afrique noire et de l'Afrique du Nord. Ces fonds rendent de grands services mais sont encore insuffisants pour donner toute l'aide que l'on peut en attendre.

77. Passant à la question de l'action internationale propre à favoriser les réformes agraires dans les pays insuffisamment développés, M. Dulin déclare que la France approuve entièrement les méthodes suggérées par le Secrétaire général dans son rapport sur l'état d'avancement des travaux (A/2194). Beaucoup de travaux utiles ont été effectués dans l'étude des problèmes fiscaux qui intéressent l'agriculture; la réunion de la FAO à Rome en avril 1952 a été d'une grande utilité, et les réponses des gouvernements au questionnaire des Nations Unies sur la réforme agricole fourniront sans doute des éléments constructifs.

78. Outre ces solutions à long terme, il faut prendre des mesures d'urgence, notamment au point de vue de l'assistance technique et financière à fournir. L'agriculture est en France une science depuis plus de 300 ans et la France sera toujours heureuse de coopérer en mettant ses experts à la disposition des gouvernements qui en feront la demande. Toutefois, l'assistance technique ne peut fonctionner sans moyens financiers; il faut des institutions autonomes de crédit agricole afin d'aider au développement de l'agriculture dans les pays insuffisamment développés. L'expérience entreprise au Guatemala est intéressante, mais les établissements de crédits agricoles nationaux ont besoin de fonds pour poursuivre leurs opérations et le projet de création d'une société financière internationale paraît à l'orateur très important à cet égard.

79. Devant la tragique situation alimentaire où le monde se trouve actuellement, il est raisonnable d'espérer que les institutions internationales capables d'accorder une assistance financière, en particulier la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, redoubleront d'efforts pour permettre la réalisation de la réforme agraire. Le Gouvernement français pense que la Banque, dans le cadre même de ses statuts, devrait trouver la possibilité de mettre à la disposition des gouvernements une assistance technique et financière pour favoriser les investissements destinés au développement de l'agriculture. En conséquence, la France appuie sans réserve le projet de résolution commun présenté par l'Égypte, l'Inde, l'Indonésie, (A/C.2/L.160) et le projet de résolution révisé présenté par le Pakistan (A/C.2/L.158/Rev.1). La France désire ainsi préciser qu'à son avis, toute évolution de l'agriculture doit respecter le principe de la propriété, de la liberté et de l'initiative individuelles. Le système français de l'exploitation agricole, bien de la famille qui

<sup>2</sup> Voir les *Procès-verbaux officiels du Conseil économique et social*, treizième session, 536ème séance.



l'exploite, soutenu par les coopératives et le crédit agricole, a indéniablement facilité le progrès technique; la France est trop fière de son passé et de ses traditions pour renier ces principes.

80. M. ABDELRAZEK (Egypte) remercie le représentant de la France de son exposé et de l'appui qu'il a donné au projet de résolution commun (A/C.2/L.160). Le projet de résolution souligne la nécessité, non seulement d'améliorer la productivité, mais également de respecter les droits individuels, et précise que

la réforme agraire doit s'accompagner de progrès techniques et technologiques. Les auteurs de la résolution ont reconnu que l'agriculteur doit devenir l'élément fondamental du développement de son pays et qu'il faut, en conséquence, lui assurer un niveau de vie suffisant et une protection contre les bouleversements financiers. Il espère que la France s'efforcera d'atteindre ces buts en Afrique du Nord en se fondant sur ses principes traditionnels de liberté, d'égalité et de fraternité.

La séance est levée à 18 h. 15.





